

Hypothèse d'un effondrement du régime : la question de la reprise du pouvoir



Comme le communisme en son temps, le libéralisme global est sur sa fin et l'analyse historique nous autorise à envisager un collapsus général. Si le communisme s'est effondré dans un souffle, sans pratiquement de violences, le capitalisme en revanche, comme il l'a toujours fait, purgera sa crise majeure dans la guerre et la destruction de valeur.

C'est donc, très probablement, ce à quoi il faut nous préparer. En effet, comme il l'a toujours fait, le libéralisme global précipitera les peuples dans la guerre, les abandonnant dans le chaos afin de masquer sa responsabilité et de créer les conditions de son rebond.

C'est dans cette perspective historique que nous considérerons ici le cas particulier de la France.

Un régime sur sa fin

Le régime actuel porte les raisons de sa faillite, il en secrète lui-même les facteurs.

Perte de légitimité du pouvoir.

Pourrissement de la classe politique et de la haute administration.

Faillite des partis politiques, incapables de produire des idées et, pire, d'attirer et de sélectionner des personnalités

de valeur, alors que ce sont leurs seules raisons d'être. On n'y retrouve plus que des escrocs, des délinquants sexuels, des arrivistes, des saltimbanques, des aventuriers ou des insuffisants. Il n'y a plus aucune vertu dans ces milieux.

Abandon de souveraineté à des instances incontrôlables (commission européenne, BCE).

Délocalisation des activités industrielles, désindustrialisation, délabrement du tissu productif local.

Ruine de l'agriculture.

Ruine des classes moyennes.

Hyper-concentration et toute puissance de la finance laissée sans contrôle, mais contrôlant l'État.

Abandon des frontières.

Volonté de détruire la culture et la nation françaises.

Submersion migratoire organisée.

Convergence des crises

Tous ces éléments se combinent et s'enveniment et nous conduisent vers une crise majeure qui laissera le pays dans l'affrontement civil et, très probablement, face à l'insurrection des multiples micro-califats qui se développent en peau de léopard partout sur le territoire national.

L'État central est déjà totalement impuissant à rétablir la paix civile dans le contexte actuel, pourtant encore de basse intensité. Il sera totalement incapable de réagir en cas d'aggravation tragique. Or les choses ne peuvent qu'empirer. Il semble bien que ce soit désormais irréversible.

La question n'est plus de savoir si cela se produira, mais quand. En effet, le scénario de crise prévu par les mondialistes pour la France est la guerre inter-ethnique et la relégation finale de notre peuple, historiquement trop porteur de volonté, de résistance et de liberté.

Le temps des actions partielles de réforme ou de retardement est révolu.

Face à de tels périls, face à une telle tragédie, toute action de réforme partielle est insuffisante et condamnée à l'échec.

Cependant, si l'État central se délite, il tient encore toutes les commandes intérieures du pays et conserve donc toute sa capacité de nuisance.

Dérive totalitaire du pouvoir

Le système a déjà digéré toutes les oppositions conventionnelles dans le champ électoral.

Concentrant tous les pouvoirs et produisant des lois de plus en plus liberticides, il opprime les dissidents et pourchasse toutes les oppositions réelles. Nous sommes entrés dans un totalitarisme de moins en moins mou, de plus en plus dur. La psychiatrisation des opposants nous fait penser aux pires heures de l'ère Brejnev, tout comme le contrôle de la parole et la répression féroce des expressions déviantes. Totalement inédite jusqu'ici, la psychiatrisation à décharge des jihadistes est une des preuves de l'impuissance et du déni de la part d'un pouvoir condamné au mensonge, incapable d'assumer les conséquences de ses actes. Donc, en réalité, très faible mais néanmoins toujours nuisible.

Réformisme et électoralisme sont des culs-de-sac

Tout ce qui a pu être tenté dans le cadre d'une gestion consensuelle l'a été, en vain. Il n'y a qu'à voir le résultat des politiques réformistes du passé, elles ont toutes convergé vers le renoncement, le compromis, l'acceptable devenu inacceptable, la soumission. Oui, le réformisme est bel et bien un cul-de-sac.

Il semble bien qu'il en soit de même de l'électoralisme. Le pays est maintenant trop divisé, trop communautarisé et les fractures qui le parcourent sont irréconciliables. Surtout, les électeurs écœurés ne se rendent plus aux urnes. Enfin, le système électoral est complètement verrouillé de l'intérieur. Il est impossible de prendre le pouvoir par les élections sans s'allier avec des libéraux et donc sans s'édulcorer. Ainsi, il n'y aura jamais d'union des droites électoraliste sur un programme orienté vers la remigration, ni vers ce qu'il va

falloir réellement faire.

La remigration seule solution

Pourtant, la seule solution pour empêcher notre disparition est la remigration, consentie et négociée si on le peut, imposée s'il le faut. Il n'y a pas d'alternative. La partition du territoire envisagée en secret par les commanditaires du pouvoir actuel (mais finalement fuitée par Hollande) n'est pas envisageable pour nous. Il est hors de question que nous finissions dans des bantoustans de Blancs cernés par des masses allogènes sur notre propre sol. S'il y a bien un droit du sol, c'est celui du peuple autochtone et celui-là seul.

Or, il ne se trouvera probablement plus de majorité électorale pour faire ce qu'il va falloir faire, c'est-à-dire :

- conduire la remigration de manière négociée ou imposée,
- purger les élites,
- rouvrir le champ démocratique.

Il s'agit là d'une tâche d'ampleur historique qui ne pourra pas s'accomplir dans le cadre d'un mandat de gestion courante. En effet, l'Histoire est entrée dans le tragique et ce qu'il va falloir faire sera exceptionnel. Ce qu'il va falloir assumer est trop radical pour recueillir un consensus électoral en l'état actuel de division de l'opinion et surtout de destruction des mentalités. C'est définitivement terminé. Se laisser aller à croire que les choses vont s'arranger d'elles-mêmes est une faiblesse. Il n'y a plus de solution facile ou sans douleur. Inutile de se bercer d'illusions. Seul un choc historique rouvrira le jeu.

Les partis électoralistes de droite : cimetière des énergies

On peut reprocher aux partis de droite et d'extrême droite d'avoir stérilisé les énergies dans l'électoralisme. Ils portent une responsabilité historique dans la situation

actuelle ; en particulier, le père Le Pen qui, par ses dérapages irresponsables, a rendu infréquentables des idées pourtant justes. La diabolisation est irréversible, la dédiabolisation impossible ; sauf à se dissoudre dans le libéralisme global. Certes, des attentes existent, mais elles ne trouveront pas de réponse à temps et ceux qui placent encore leurs espoirs dans un succès du RN ou dans l'émergence d'une droite dure en seront encore pour leurs frais, et la France avec. En attendant, d'échéance en échéance, les compteurs tournent et la submersion avance à un rythme dramatique. Bientôt, nous ne pourrons plus réagir sous le poids du nombre. Il n'y a plus d'échappatoire, plus d'atermoiements possibles.

L'analyse historique nous assure du collapsus final du régime actuel

Cependant, l'analyse historique nous ouvre de très grands espoirs. Ainsi, on peut se fonder sur le retour d'expérience de la fin du communisme et des crises précédentes du capitalisme. Pour ceux qui s'en souviennent, le communisme, c'était la fin de l'Histoire, les choses étaient définitives. Pourtant, le communisme s'est effondré dans un souffle et pratiquement sans violence sous le poids de ses propres contradictions et sous l'émergence irréfragable de la Vérité. Soljenitsyne l'avait annoncé, le grand pape polonais a dit « n'ayez pas peur » et le mur est tombé.

De la même manière, le libéralisme global va s'effondrer, et exactement pour les mêmes raisons ; s'agissant de deux idéologies matérialistes contraires à la nature humaine, et donc obligées de la tordre pour la soumettre. Or, la nature humaine ne peut pas être soumise par l'idéologie, elle va resurgir, elle va se rebeller. Elle se relèvera du libéralisme global comme elle s'est libérée du communisme. La nature profonde du peuple de France ne peut pas être soumise, toute notre Histoire l'a démontré.

L'échéance historique approche

Nul ne peut écrire la date avec certitude, mais la convergence des crises nous rapproche de l'échéance finale. Comme il a été dit en introduction, cette fois-ci, la différence historique sera la guerre et le chaos.

Comme en 39 ou en 58, et même en 68, le scénario le plus probable est que, dans le chaos qu'elles auront provoqué, les élites abandonneront le peuple, laissant le pouvoir dans le ruisseau.

Y a-t-il ici quelqu'un qui imagine Macron (son successeur issu du suffrage universel ou n'importe lequel de ses prédécesseurs récents) tenir plus d'une semaine en cas de crise intérieure grave ?

Par conséquent, dans cette perspective, la seule question qui se pose est celle de la reprise immédiate du pouvoir quand il sera tombé dans le ruisseau.

La question de la reprise du pouvoir

Dans ces circonstances, les éléments les plus déterminés doivent se préparer à surgir et à s'emparer des commandes lorsque le pouvoir central s'effondrera et que la crise majeure le submergera.

Nous devons nous préparer à la reprise du pouvoir hors élections et à la faveur d'une crise majeure.

En effet, l'expérience historique démontre que les élites ont toujours fui et abandonné le pays quand les choses allaient vraiment mal. Ainsi, c'est bien une majorité de socialistes et de libéraux qui s'est empressée de remettre le pouvoir au maréchal Pétain dans la débâcle, c'est bien la IV^e République, socialiste et libérale, qui a abandonné le pouvoir, permettant l'arrivée du général de Gaulle par un coup d'État en creux. C'est bien le même de Gaulle qui s'est enfui à Baden Baden en 68 et que Massu a dû remettre dans l'hélicoptère, direction Paris.

Incidente historique

En 68, il s'en est fallu d'un rien que le pouvoir ne bascule. La V^e République ne s'est maintenue que parce que les communistes, conscients du risque pour leur idéologie que représentait le triomphe de la révolution libérale libertaire, ont refusé de faire la jonction avec les étudiants. Paradoxalement, ce sont les communistes anti-libéraux qui ont sauvé le pouvoir de la révolution ; leur disparition ultérieure ouvrant finalement le cycle du triomphe final du libéralisme global devenu sans contre-pouvoir. Ce cycle s'achève, nous sommes en train de le voir.

Appel à l'unité et à une doctrine d'action commune

Conscients d'un danger de crise majeure, de nombreux groupes de résistants et de patriotes se créent partout dans le pays, hors champ électoral. Pour le moment en ordre dispersé et sans doctrine d'action commune. En particulier, sans doctrine de reprise du pouvoir dans le chaos ; le suffrage universel et le légalisme républicain restant toujours, pour beaucoup, l'horizon indépassable de l'action politique.

Ces groupes sont en train d'apprendre à se connaître. Il leur reste à découvrir les ressorts de l'action politique en dehors du champ électoral. Ils doivent savoir que le succès de l'action politique, hors champ électoral (c'est-à-dire subversive et/ou révolutionnaire, puisqu'il n'y a pas d'autre alternative), ne dépend pas nécessairement du volume, mais de la densité et de la vitesse de l'action.

L'affaire Médine, une preuve de notre force, une preuve de leur faiblesse

Le succès qui nous a permis de faire reculer le pouvoir lors de l'affaire Médine en est la preuve. Ce premier succès d'une minorité activiste très déterminée, appuyée sur un mouvement d'opinion qu'il a su incarner, doit nous donner confiance et nous faire comprendre que ceux d'en face ne sont pas des surhommes, qu'ils ont des fragilités énormes et que, surtout, ils ne tiennent que parce qu'ils ne sont pas encore soumis à

une très forte pression.

Appel à la convergence de la doctrine d'action

Ces groupes doivent se reconnaître, se fédérer, s'organiser, unifier leurs doctrines d'action et converger vers le même objectif politique :

- La reprise du pouvoir en situation de crise extrême.
- La mise en place d'un pouvoir fort en période d'exception.
- Le rétablissement de la paix civile.
- La purge des élites.
- La mise en œuvre de la remigration.
- La réforme profonde des institutions
- À terme, une fois la crise purgée, la réouverture du jeu démocratique

Nous devons oublier toutes les divisions du passé, dépasser les clivages doctrinaux ou religieux qui sont désormais de second ordre, abandonner les querelles d'ego qui nous ont toujours divisés.

Nous devons prendre la convergence des crises comme une chance historique. Nous devons considérer que l'Histoire est de nouveau entrée dans le tragique et qu'elle va nous livrer un événement historique favorable. C'est alors que, dans le chaos, les résistants devront surgir en bloc pour canaliser la pression finale, s'emparer du pouvoir et faire le nécessaire.

Le peuple en attente d'ordre

Le peuple de France est en attente d'ordre et de cohérence, de sécurité et de remise en marche de la société.

Nos concitoyens ne seront pas tous des acteurs de l'événement historique qui s'annonce. En revanche, ils ne s'opposeront pas majoritairement au mouvement, seulement peut-être à la marge et de manière anecdotique. Leur attentisme nous laissera le champ libre. Lorsque nous lui aurons expliqué ce que nous sommes venus faire, le peuple de France ne nous barrera pas la route.

Nombreuses sont les incertitudes et rares sont les garanties. Il va falloir que nous sortions tous de nos zones de confort et que nous unifiions notre doctrine d'action. Il n'y a plus d'autre choix.

Jean-Michel Darque